

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 20 février 2025

La Banque centrale du Mexique (Banxico) a réduit de moitié sa prévision de croissance pour 2025, la portant à 0,6 % contre 1,2 % précédemment estimé.

Selon la Gouverneure de Banxico, Victoria Rodríguez Ceja, cette prévision n'intègre pas encore l'impact qu'auraient « *les mesures que les États-Unis pourraient annoncer en matière commerciale* ». Le rapport trimestriel de Banxico pour le T4 2024 précise que la performance inférieure aux attentes au dernier trimestre 2024 (-0,6 % g.t.) induit un effet mécanique de croissance de base plus faible pour 2025, ce qui réduit la prévision d'expansion du PIB.

Banxico s'attend à ce que la consommation et l'investissement privé soient atones, reflétant l'environnement très incertain, et que la consolidation fiscale annoncée limite la contribution des dépenses publiques à l'activité productive. Parmi les risques baissiers pour l'économie mexicaine figurent (i) l'intensification des incertitudes concernant les mesures commerciales mises en œuvre par D. Trump aux États-Unis, (ii) une progression moins rapide que prévue de l'économie américaine, (iv) des épisodes de volatilité sur les marchés financiers nationaux et internationaux et (v) la possibilité d'une escalade des conflits géopolitiques se répercutant sur l'économie mondiale.

LE CHIFFRE A RETENIR

0,6 %

Prévision du taux de
croissance de Banxico
pour 2025

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le Président américain Donald Trump menace d'imposer de nouveaux droits de douane de 25 % sur les importations automobiles à partir du 2 avril 2025, renforçant ainsi sa politique protectionniste après l'instauration d'une taxe de 10 % sur les produits chinois (en vigueur depuis le 4 février 2025) et de 25 % sur l'acier et l'aluminium (en vigueur à partir du 12 mars 2025). Selon le Département du Commerce américain, le déficit commercial des États-Unis avec le Mexique dans le secteur automobile a atteint un niveau record de 137,8 Mds USD en 2024, en hausse de 6 % par rapport à l'année précédente. Cette progression s'expliquerait par une augmentation de 4,9 % des exportations mexicaines d'automobiles et de pièces détachées vers les États-Unis, qui ont atteint un total de 181,4 Mds USD, alors que les exportations américaines vers le Mexique n'ont progressé que de 1,5 %, totalisant 43,6 Mds USD. En outre, le Mexique reste un acteur clé pour l'industrie automobile américaine : 40 % des composants des véhicules assemblés au Mexique puis exportés vers les États-Unis sont produits sur le sol américain. Face à cette menace, les grandes marques automobiles (Nissan, Ford, Stellantis, etc.) commenceraient à réfléchir à des ajustements stratégiques, tandis que le gouvernement mexicain pourrait engager des consultations avec la Maison Blanche pour défendre les intérêts de son industrie et préserver les avantages du T-MEC.

Dans un récent communiqué de la Maison Blanche, les États-Unis accusent le Mexique de pratiques commerciales déloyales dans le secteur de l'aluminium, affirmant que les entreprises mexicaines exploitent du métal primaire en provenance de Chine et de Russie pour fabriquer des produits destinés au marché américain. Washington considère cette situation comme une menace pour la sécurité nationale et justifie ainsi la mise en place d'un droit de douane de 25 % sur ces importations à partir du 12 mars 2025. Selon les autorités américaines, les importations d'articles en aluminium en provenance du Mexique auraient augmenté de 35 % en 2024 par rapport à leur moyenne de 2015-2017, malgré une précédente hausse tarifaire imposée en juillet 2024. Elles dénoncent également un phénomène de "mélange" entre l'aluminium chinois et russe et celui d'autres pays pour contourner les restrictions commerciales. Plus largement, les États-Unis constatent une augmentation de 14 % des importations d'aluminium en 2024 en provenance des pays bénéficiant d'exemptions ou d'accords commerciaux, dont le Mexique, le Canada et l'Union européenne. Pour le Mexique, cette décision devrait avoir des conséquences majeures alors qu'environ 80 % de ses exportations d'acier et d'aluminium sont destinées aux États-Unis. En 2024, le pays a exporté pour 2,7 Mds USD d'aluminium et pour 13,4 Mds USD d'acier et de fer à travers le monde, dont respectivement 2 Mds USD et 10,5 Mds USD vers son voisin du nord. Face à ces nouvelles restrictions, le ministre de l'Économie, Marcelo Ebrard, a dénoncé une mesure protectionniste et annoncé l'ouverture de consultations avec

Washington pour défendre les intérêts du Mexique et éviter une escalade des tensions commerciales.

D'après la Banque centrale du Mexique, au cours du mois de janvier, les investisseurs étrangers se seraient défaits de leurs titres de dette mexicaine pour un montant total de 1,46 Md USD, dont 93 % les dix jours précédant l'investiture de Donald Trump aux Etats-Unis. Au 31 janvier 2025, le total des obligations d'Etat détenues par les non-résidents s'élevait à 39,28 Mds USD, en baisse de 2 % par rapport à l'encours total à la fin de l'année 2024, qui s'élevait à 40,71 Mds USD. Cette baisse aurait reflété la frilosité des investisseurs vis-à-vis de la dette mexicaine dans un contexte d'incertitudes internationales en lien avec la prise de fonction de D. Trump et ses velléités d'imposer des droits de douanes sur les exportations mexicaines. La tendance au désinvestissement des non-résidents aurait débuté la semaine précédant l'investiture du nouveau président américain, le lundi 13 janvier, jour au cours duquel les investisseurs étrangers auraient vendu leurs titres de dette mexicaine pour un montant de 431 M USD (soit environ un tiers de la liquidation totale observée au mois de janvier). La monnaie mexicaine a reflété cette détérioration et a clôturé la journée du 13 février au niveau de 20,72 MXN/USD, soit 0,9 % en dessous de la clôture du jour précédent.

Sectoriel

Comme annoncé lors de la présentation du *Plan México*, le programme de certification officielle « *Hecho en Mexico* », qui vise à stimuler la production nationale et à réduire les importations considérées non essentielles, a été relancé. Cette initiative vise non seulement à protéger l'industrie nationale, mais aussi à faire du Mexique une référence dans des secteurs clés, allant de l'industrie manufacturière de pointe à l'industrie créative. Une simplification des démarches pour l'obtention de la certification des marques « *Hecho en México* » et « *Made in Mexico* » est également attendue, afin de permettre à un plus grand nombre de producteurs nationaux d'y accéder et de valoriser la qualité des produits mexicains. L'autorisation pour l'utilisation de ces marques sera accordée par une unité de réglementation du ministère de l'Économie, conformément aux règles établies pour leur usage.

Le groupe bancaire espagnol Santander prévoit d'investir autour de 2 Mds USD au Mexique, ce qui représenterait l'un de ses investissements les plus importants dans le pays au cours de la dernière décennie, selon sa présidente, Ana Botín. Les ressources seraient allouées à la fois à l'institution elle-même, présente au Mexique depuis 1932, et à sa banque numérique Openbank, la plus grande d'Europe en termes de dépôts et qui a commencé ses activités au Mexique cette semaine. Son modèle opérationnel serait entièrement numérique, sans nécessité de succursales physiques, et s'appuierait sur l'infrastructure bancaire traditionnelle. Malgré les défis liés à la sécurité et l'incertitude concernant les politiques tarifaires des États-Unis, Santander conserverait une vision optimiste des perspectives économiques au Mexique selon sa présidente. Le pays est considéré comme stratégique pour le

groupe qui souhaite devenir la plus grande banque commerciale du pays en raison de sa taille, de sa contribution aux bénéficiaires et de son potentiel de croissance future.

Finances publiques

Le ministère des Finances et du Crédit Public (SHCP) a levé 28 Mds MXN soit environ 1,37 Md USD lors de la première émission de bons durables (BONDES G) de l'année sur le marché local de la dette. L'opération, réalisée avec des échéances allant de deux à sept ans, a attiré une forte demande, atteignant plus de 106 Mds MXN (5,2 Mds USD), soit 3,8 fois le montant offert. Environ 32 investisseurs nationaux et deux internationaux, incluant des banques, des assureurs et des fonds d'investissement, ont participé à cette émission. Ces titres, indexés sur le taux interbancaire de financement à un jour (TIIE de Fondeo), permettront de financer des projets liés à l'éducation, la santé, l'agriculture et les infrastructures durables, renforçant ainsi la transparence budgétaire et la politique de financement durable du Mexique. Cette levée de fonds intervient alors que le gouvernement de Claudia Sheinbaum s'engage dans une stratégie de consolidation fiscale, avec une réduction prévue du déficit à 3,9 % du PIB en 2025 contre 5,7 % enregistré en 2024.

Les recettes douanières qui auraient atteint un total de 60,6 Mds USD en 2024, resteraient inférieures de 6,6 % au niveau antérieur à la pandémie. Si les recettes douanières collectées par l'intermédiaire des 50 bureaux de douanes du pays, auraient augmenté de 0,3 % par rapport à l'année précédente, elles n'auraient toujours pas récupéré leur niveau de 2019. La légère récupération observée en 2024 serait due à la reprise progressive de la collecte de la TVA, compensant la diminution de l'impôt spécial sur la production et les services (IEPS) de 9,5 % en termes réels qui s'explique par la faiblesse des importations d'hydrocarbures. Selon l'Agence nationale des douanes du Mexique (ANAM), la moitié des recettes perçues (49,7 %) l'année dernière provenait des opérations de commerce extérieur réalisées dans les douanes maritimes, enregistrant cependant une baisse de 4,4 % g.a. Les douanes frontalières représenteraient 33,5 % du total des ressources en 2024 (+5,6 % g.a.), tandis que les douanes intérieures auraient généré 16,8 % du total (+4,6 % g.a.).

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	20/02/2025
Bourse (IPC)	0,49%	-5,45%	54 331,87 points
Change MXN/USD	-0,39%	19,49%	20,40
Change MXN/EUR	-0,05%	15,41%	21,36
Prix du baril mexicain	1,24%	-7,44%	68,54

Amérique centrale

Costa Rica

Le Costa Rica est retiré de l'annexe II (« liste grise ») de la liste de l'Union européenne des juridictions non coopératives en matière fiscale. Le conseil économique et financier de l'UE a considéré que le Costa Rica remplissait ses engagements, ayant remédié aux lacunes de son système d'échange automatique d'informations fiscales. Le Costa Rica était inscrit depuis 2021 sur l'annexe II, et entre février et octobre 2023 sur l'annexe I (« liste noire »).

Selon l'Institut national de la Statistique et du Recensement costaricien (INEC), le taux de chômage aurait atteint 6,9 % fin 2024. Des disparités en fonction du genre sont à souligner, avec un taux de chômage de 6,5 % pour les hommes contre 7,4 % pour les femmes. Le nombre de personnes occupant un emploi informel aurait également augmenté (+8,8 % g.a.), atteignant 845 000 personnes au dernier trimestre de 2024. La population active se serait concentrée à 17,6 % dans les activités de commerce et de réparation, à 10,9 % dans l'industrie manufacturière, et à 10,8 % dans le secteur de l'enseignement et de la santé.

El Salvador

En 2024, El Salvador aurait atteint 3,9 millions de visiteurs internationaux (+17,2 % g.a.) dont 3,1 millions de touristes (+28,6 % g.a.). Les chiffres ont dépassé les prévisions initiales de 3,8 millions de visiteurs (pour les loisirs, les affaires ou autres motifs), notamment grâce à l'amélioration de la sécurité et des infrastructures dans le pays, dont le projet de Surf City sur la côte est un exemple. S'agissant des touristes, la moitié sont arrivés par voie terrestre et l'autre moitié via l'Aéroport International d'El Salvador. Les principaux pays de résidence des touristes étaient les États-Unis (34 %), suivi par le Guatemala (26%) et le Honduras (16 %).

L'inflation se serait élevée à 0,31 % en glissement annuel (g.a.) au mois de janvier. Selon les statistiques de la Banque centrale de réserve (BCR), le prix des services de santé (+2,35 % g.a.) et ceux de la restauration et l'hôtellerie (+3,98 % g.a.) continuent d'augmenter, tandis que l'alimentation et les boissons non alcoolisées tombent en territoire négatif (-0,47 % g.a.). En décembre 2024, l'inflation a enregistré une croissance de 0,29 % g.a., après deux mois de baisse, à -0,07 % g.a. en octobre et -0,31 % g.a. en novembre. Si l'inflation dans le secteur de l'hôtellerie est principalement due à la forte augmentation du tourisme, le secteur de la santé (médicaments, consultations et services hospitaliers) a enregistré des augmentations constantes tout au long de l'année dernière, avec des hausses de plus de 2 % g.a. chaque mois.

Guatemala

Le Guatemala a consolidé en 2024 un stock d'IDE de 1,65 Md USD (+4 % g.a.), le pays ayant réussi à attirer des investissements dans des secteurs stratégiques tels que l'industrie manufacturière, les technologies de l'information et le tourisme. Le Guatemala se positionne comme un marché émergent attractif, bénéficiant de sa stabilité macroéconomique et de l'amélioration du climat des affaires. En ce qui concerne les émetteurs d'investissements, les plus importants restent l'Amérique centrale, le Mexique et les États-Unis. La croissance des investissements en provenance du Panama est particulièrement notable. Selon la ministre de l'Economie, Gabriela García, ces flux démontrent la relation croissante du pays avec les marchés traditionnels et émergents. En outre, le secteur du tourisme et de l'hôtellerie a fait l'objet d'une attention particulière en raison de son potentiel de croissance.

L'Empresa Portuaria Nacional Santo Tomás de Castilla (Empornac) s'engage dans deux projets de Partenariat Public-Privé (PPP) pour un terminal de vrac liquide et un quai de croisière. L'Agence nationale des alliances pour le développement de l'infrastructure économique (Anadie) prévoit un capex (dépenses d'investissement de capital) de 150 M pour la construction de deux terminaux portuaires sur la côte Caraïbe. Il reste à définir s'il s'agit d'un paquet unique ou s'il sera géré de manière séparée. Le processus administratif se concrétisera au cours du second semestre

2025, de sorte qu'au cours des mois suivants, le processus d'appel d'offres sera mis en œuvre.

Le Consortium interocéanique du Guatemala (CIG) a lancé ce mardi au Salvador, l'offre publique de tokenisation pour financer le Corridor interocéanique du Guatemala. Le mégaprojet d'infrastructures portuaires, ferroviaires et routières vise à rationaliser le passage des marchandises dans toute la région. La tokenisation se fera dans le cadre de la loi sur les actifs numériques en vigueur depuis 2023 au Salvador. Selon le communiqué, un instrument financier numérique connu sous le nom de COINGT a été lancé et fait déjà l'objet d'une offre publique sur la plateforme électronique de la Commission nationale des actifs numériques (CNAD) mais sera également disponible sur d'autres plateformes d'échange internationales. Selon le communiqué, l'investissement direct de ce projet d'infrastructure pour les 4 à 7 prochaines années n'atteindra pas moins de 15 Mds USD. Le consortium a souligné que les premières émissions de COINGT seront destinées à fournir des liquidités pour la régularisation des terres de la CIG, ce qui conduira à l'enregistrement de la propriété interocéanique dans le registre des propriétés de l'État guatémaltèque.

Honduras

La dette publique hondurienne aurait clôturé l'année 2024 à 17,3 Mds USD, soit une augmentation de 4,2 % g.a. Un rapport du ministère des Finances (Sefin) indique que ce résultat a été déterminé par l'augmentation de la dette publique extérieure de 9,3 % g.a. avec une dette publique intérieure enregistrant une légère baisse de 1 % g.a. L'institution ajoute qu'en 2024, les décaissements se sont élevés à 1,3 Md USD. L'analyse de la Direction générale du crédit public du Sefin souligne que le solde de la dette publique s'établirait à 47,9 % du PIB en 2024, ce qui représente une réduction de 0,7 p.p. par rapport à l'année précédente.

Nicaragua

Le Nicaragua aurait clôturé l'année 2024 avec un déficit commercial de 3,05 Mds USD, en hausse de 24,6 % g.a. Selon la Banque centrale du Nicaragua (BCN), le déficit commercial des biens de la zone de libre-échange accumulés entre janvier et décembre 2024 représenterait 17,2 % du PIB nicaraguayen. Les exportations totales en 2024 se sont élevées à 7,7 Mds USD, en hausse de 2,3 % g.a.. Dans le même temps, les importations de marchandises de la zone franche ont totalisé 10,7 Mds USD en 2024, soit une augmentation de 7,8 % g.a.. La BCN prévoit une croissance de l'économie nicaraguayenne comprise entre 3,5 et 4,5 % en 2024, avec une inflation annuelle s'établissant à 2,84 %. Pour 2025, elle projette que la croissance sera également comprise entre 3,5 % et 4,5 %, avec une inflation annuelle comprise entre 3 % et 4 %.

Panama

Le Conseil économique et financier (ECOFIN) de l'Union européenne a pris la décision de maintenir le Panama sur l'annexe I de la liste des juridictions non coopératives en matière fiscale (« liste noire »). Le rapport mentionne toutefois un engagement pris par le Panama de régler les déficiences de son dispositif légal et réglementaire relatif aux échanges d'informations fiscales sur demande. À cette fin, le pays prévoit de solliciter une revue par les pairs de l'OCDE dans un délai de 18 mois, ce qui lui permettra notamment de satisfaire le critère 1.2 (échange de renseignements fiscaux sur demande) de la liste des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales. Le gouvernement panaméen présente cette évolution comme une avancée dans ses communications officielles. Il restera au Panama à remplir le critère 2.1 sur l'absence de pratiques fiscales dommageables, comme le précise le document d'ECOFIN.

Selon l'Institut national de la Statistique et du Recensement panaméen (INEC), l'Union européenne serait le premier bloc commercial destinataire des exportations panaméennes en 2024, avec 23 % des exportations, soit environ 221,6 M USD. Les Pays-Bas sont le premier pays destinataire de ces exportations (à 63 %), grâce notamment au port de Rotterdam, point d'entrée majeur de l'UE et plateforme de réexportation. Les principaux produits panaméens exportés vers l'UE en 2024 sont les fruits, qui représenteraient 60,8 % du total des exportations du pays vers l'UE, soit 134,7 M USD. S'en suivent les graisses et huiles végétales (24,9 %), les boissons, le café, le bois, le cacao et les légumes, entre autres. A noter, l'exportation de la plupart de ces produits respecterait le Règlement européen UE2023/1115 sur la déforestation, qui vise à garantir que les biens importés ne proviennent pas de terres récemment déboisées. Toutefois, selon le ministère de l'Environnement panaméen, en août 2024, plus de 350 000 hectares auraient été déforestés en deux ans. L'Association panaméenne des exportateurs a rappelé qu'il est indispensable que les produits exportés respectent les normes européennes.

Caraïbes

Selon la Banque centrale des Caraïbes de l'Est (ECCB), les perspectives de croissance du PIB pour les pays de l'Union monétaire des Caraïbes orientales seraient comprises entre 3,5 % et 4,5 % en 2025. La croissance serait tirée par le tourisme et par la reconstruction et les investissements engagés à la suite de l'ouragan Béryl. D'après l'ECCB, des mesures restent nécessaires pour réduire le coût des liaisons aériennes régionales qui pèse négativement sur le commerce et la croissance. Le Conseil monétaire de l'ECCB a validé une allocation de 9,2 M USD pour un programme de sécurité alimentaire dans la région, visant à réduire de 25 % les coûts d'importation alimentaire des États membres.

Cuba

La production de ciment à Cuba s'effondre, entraînant une crise dans le secteur.

D'après le ministère de la Construction, la production de ciment continue de diminuer pour se situer à 258 000 tonnes en 2024 contre 520 000 tonnes fin 2023, soit une production divisée par deux. La production actuelle ne représente que 10 % de la capacité théorique de l'île. L'industrie du ciment pâtit de la crise énergétique que connaît le pays. Les cimenteries étant très consommatrices de combustibles fossiles, l'approvisionnement restreint en énergie empêche l'industrie de fonctionner correctement. Combiné avec l'obsolescence des infrastructures et le manque d'investissements, la production ne permet pas de répondre aux besoins du pays estimés entre 3 et 5 millions de tonnes par an. Par ailleurs, Cuba exporte une partie de sa production (10 % de la production totale en 2023). Le pays dispose de 6 cimenteries (dont 3 construites avant 1959), avec une capacité de production annuelle totale de près de 5 millions de tonnes. Cependant, la production de ciment n'a jamais atteint son potentiel théorique. Au moment de son pic, en 1989, la production ne représentait que 75 % de la capacité maximale du pays.

Grenade

Le gouvernement de la Grenade envisagerait d'emprunter plus de 267 M USD pour financer son budget 2025, avec une augmentation de ses emprunts sur le marché des titres de la Caraïbe orientale (*Eastern Caribbean Securities Exchange - ECSE*). Entre 2023 et 2024, le pays aurait déjà levé près de 74 M USD sur l'ECSE. La suspension des règles budgétaires restrictives établies par le *Fiscal Resilience Act* (FRA) a été décidée après le passage de l'ouragan Beryl en juillet 2024 et devrait se poursuivre en 2026 d'après le ministère des Finances.

République Dominicaine

D'après l'enquête réalisée par la Banque centrale (BCRD) sur le marché du travail, le taux de chômage en République Dominicaine aurait atteint 4,8 % au T4 2024, affichant une amélioration par rapport à l'année précédente à la même période (5 %). Cette baisse du chômage s'accompagne de la création de 97 988 emplois, portant le nombre total de personnes disposant d'un emploi à 5 050 930. Le taux d'emploi s'établit ainsi à 62,3 % au T4 2024, soit une hausse de 0,6 % en glissement annuel. Plus spécifiquement, le secteur formel a enregistré une progression de 140 669 postes, tandis que le secteur informel a diminué de 42 681 emplois, ramenant ainsi le taux d'informalité à 54,8 %, soit le niveau le plus bas depuis 2020 (53,7 %). En parallèle, le revenu horaire moyen a connu une croissance de 10,1 % g.a. en valeur nominale, atteignant 151,51 DOP (\approx 2,37 EUR) contre 137,60 DOP (\approx 2,15 EUR) en 2023. En termes réels, cette hausse correspond à un gain de 7,1 % sur les douze derniers mois. Cette valorisation des revenus s'est traduite par une réduction du

taux de pauvreté monétaire, qui a atteint 20,8 % au T3 2024 contre 24,4 % au T3 2023.

Selon le ministère du Tourisme, la République Dominicaine a accueilli plus de 1,15 million de visiteurs en janvier 2025, établissant un nouveau record historique. Cette performance représente une hausse de 53 % par rapport à 2019 et de 8 % par rapport à 2024. Parmi ces arrivées, 759 929 visiteurs seraient venus par voie aérienne et 395 555 par voie maritime. Les Etats Unis demeurent le principal pays d'origine des touristes (36 %), suivis du Canada (25 %), de l'Argentine (8 %), de la Colombie (5 %) et la France (3 %). L'aéroport de Punta Cana concentre 63 % des arrivées, suivi de Las Americas (Saint-Domingue, 19 %), Cibao (Santiago de los Caballeros, 9 %) et Puerto Plata (7 %). En parallèle, le taux d'occupation hôtelière en janvier a atteint 82 % pour une durée moyenne de séjour de 9 jours.

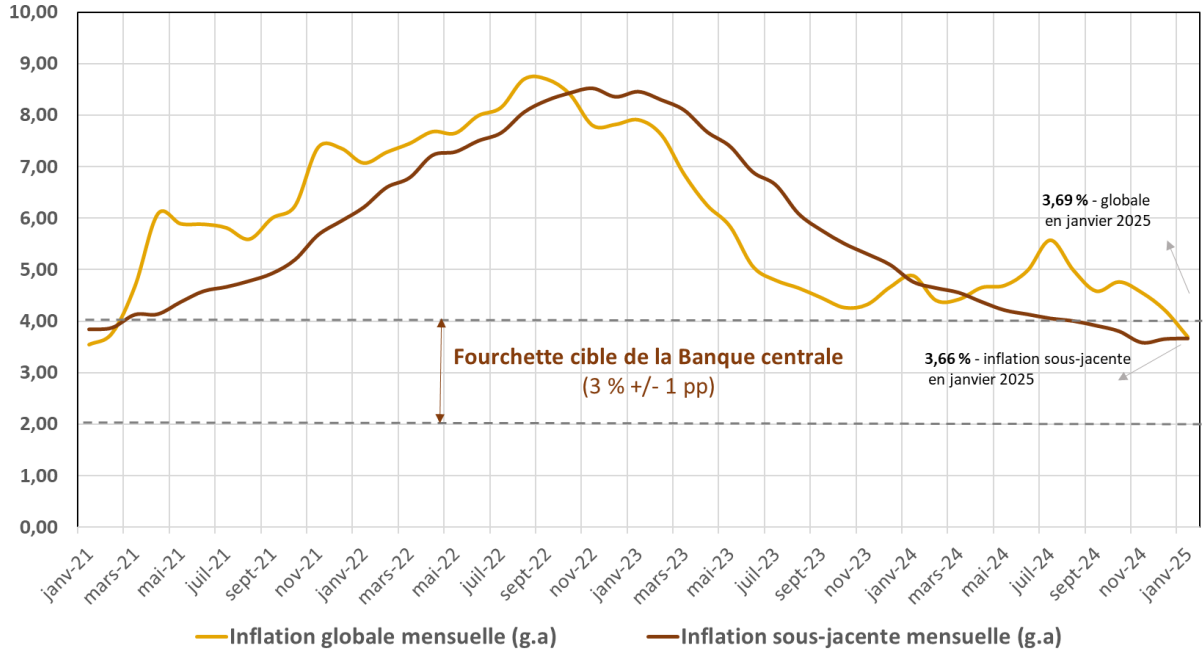
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Prévision FMI 2025	Dettes publiques (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 788,8	6%	3,7%	3,2 %	1,8%	1,4%	57,7%	4,7%	9,50%
Belize	0,4	3,1	17,9 %	9,8%	4,7 %	5,4%	2,5%	62,7%	3,3%	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	3,5%	61,2%	-0,3%	4,00%
Guatemala	17,9	104,4	8 %	4,2%	3,5 %	3,5 %	3,6%	27,8%	3,6%	4,50%
Honduras	10,7	34,3	12,6%	4,1%	3,6%	3,6%	3,5%	43,9%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	17,4	10,3 %	3,8 %	4,6%	4,0%	3,8%	39,3%	5 %	6,75%
El Salvador	6,4	34	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3,0%	3,0%	84,8%	1,0%	--
Haïti	12,4	19,6	-1,8%	-1,7 %	-1,9 %	-4,0%	1,0%	14,0%	26,0%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	4,6 %	5,2 %	2,6%	1,3%	2,1%	67,9%	5,8%	6,25%
Panama	4,5	83,4	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	3,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	121,8	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,1%	5,0%	59,2%	3,4%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2024

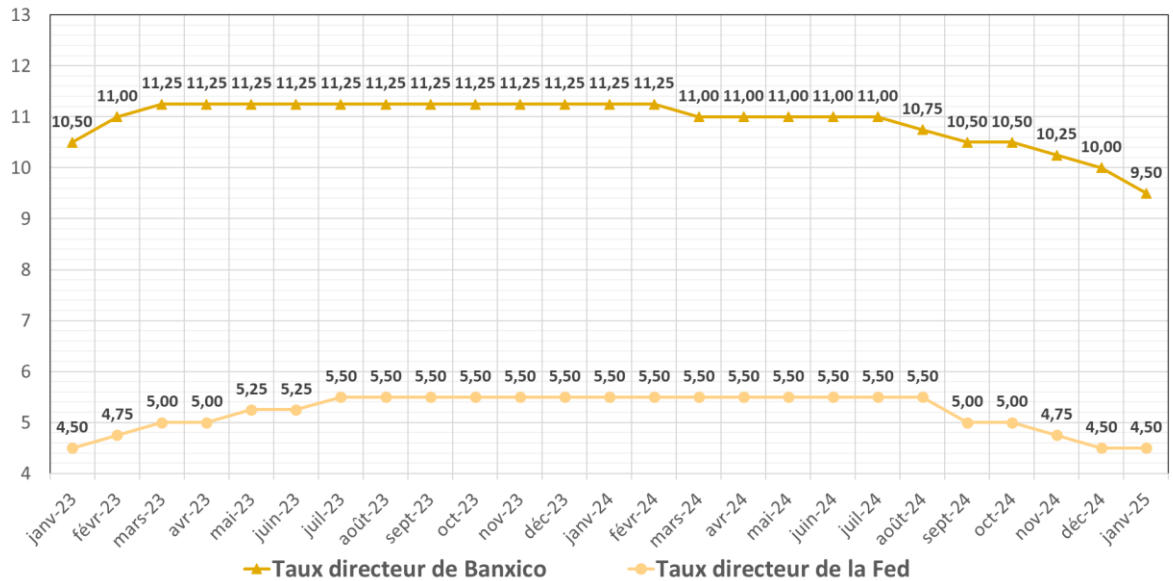
– Annexe Graphique Mexique –

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)

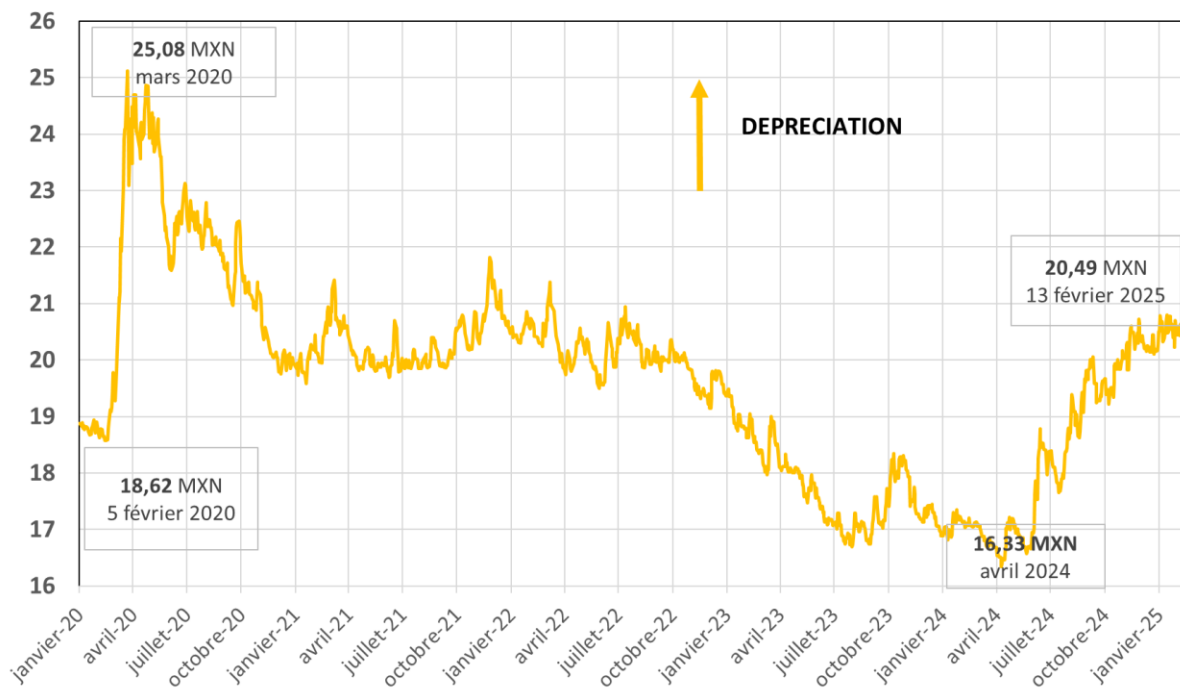


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

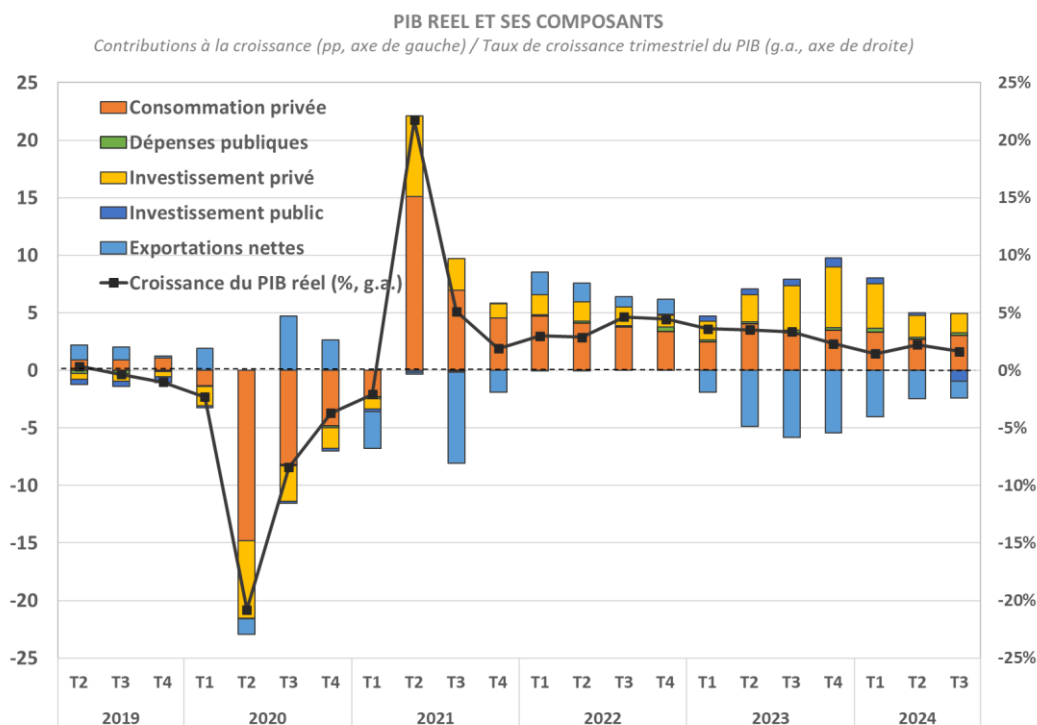
date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	9,50	4,50	500

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)

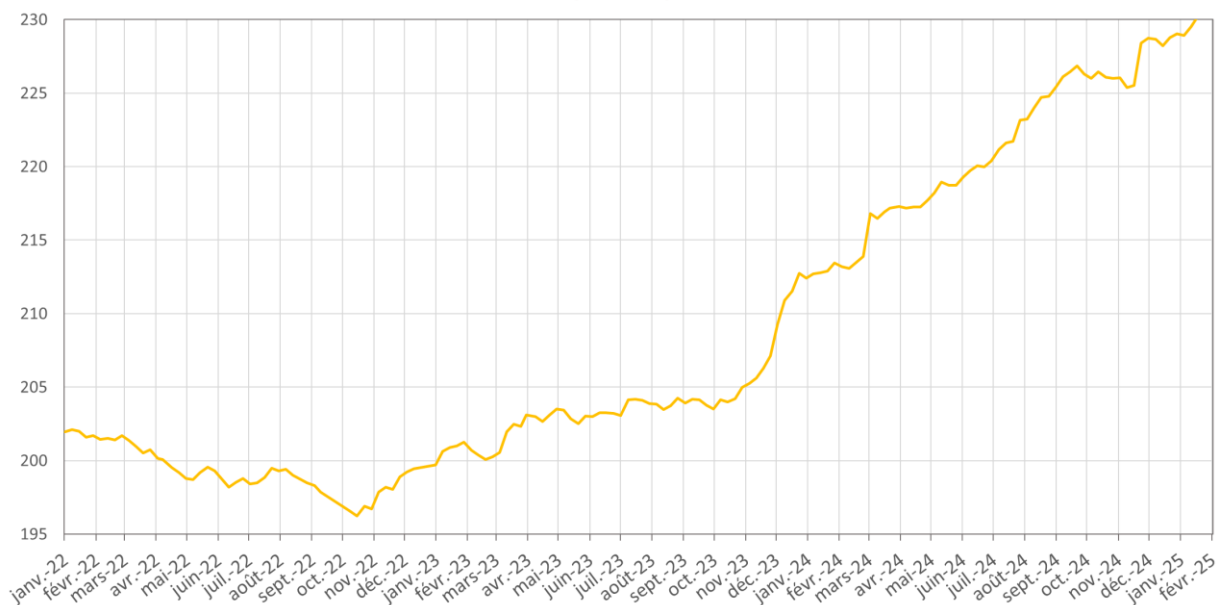


Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr